

**Seul le prononcé fait foi**



## **Allocution d'ouverture**

**Monique Barbut, Directrice générale et Présidente  
Fonds pour l'environnement mondial**

**Réunion du Conseil du Fonds pour les PMA/Fonds spécial  
7 juin 2012**

Chers collègues,

C'est un privilège pour moi d'ouvrir la douzième réunion du Conseil du Fonds pour les pays les moins avancés et du Fonds spécial pour les changements climatiques. Au fil des ans, il m'a été donné d'observer l'évolution et la force de ces deux fonds.

Et alors que je quitte le FEM, je me félicite de constater qu'ils n'ont jamais eu meilleure réputation.

Et ce pour trois raisons :

Premièrement, les résultats sont là. Les pays bénéficiaires soutiennent et sollicitent ces fonds. Tous les PMA ont affiché leur intérêt pour eux. Tous ceux qui ont finalisé leur PANA ont sollicité des financements pour des projets. Dix-huit PMA ont reçu l'approbation de leur deuxième voire leur troisième projet dans le cadre du Fonds pour les PMA. Trois évaluations indépendantes ont indiqué que ces fonds – (et leur précurseur, la Priorité stratégique) – contribuent à réduire la vulnérabilité au changement climatique, et présentent un intérêt pour le développement durable. Parallèlement, la demande des financements du Fonds spécial n'a jamais été aussi importante, ce qui nous place dans la situation délicate de devoir

hiérarchiser les projets pertinents que nous proposent différents pays vulnérables.

Deuxièmement, nous ne cessons d'innover et d'être plus pragmatiques. Nous réalisons des économies d'échelle grâce à l'adoption de l'approche-programme. À la faveur de nouveaux projets réalisés dans onze pays africains, nous aidons à combler le déficit crucial en informations climatiques, élément essentiel à l'effort plus global et systématique de prise en compte du changement climatique. Nous avons préparé, en collaboration avec la Société financière internationale, un document sur la participation du secteur privé aux initiatives liées à l'adaptation au changement climatique. Étant donné qu'un nombre croissant de sociétés et d'investisseurs subissent déjà les effets des phénomènes météorologiques extrêmes, et que l'intelligence pour une entreprise implique de plus en plus d'intégrer les considérations climatiques à ses plans pour l'avenir, le financement de l'adaptation par le secteur public, y compris le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial, doit de plus en plus contribuer à mettre à disposition les informations sur le climat et les risques climatiques, à mettre en place des politiques et des investissements publics favorables à l'adaptation, et à mettre en œuvre d'autres solutions qui n'ont pas encore été envisagées.

Troisièmement, la nécessité des interventions du Fonds pour les PMA et du Fonds spécial ne s'est jamais autant imposée. Autrement dit, les PMA continuent d'être vulnérables, comme de nombreux autres pays, dont les petits États insulaires en développement et les pays montagneux.

D'une certaine manière, ces fonds constituent, comme vous le savez, l'instrument phare de la CCNUCC, mais aussi du FEM. Ce que nous constatons, c'est qu'ils sont sollicités, et à mon avis, ils continueront de l'être, quelle que soit l'architecture future des financements climatiques. À titre d'exemple, récemment, la Conférence des parties réunie à Durban et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre à sa 35<sup>e</sup> réunion nous ont demandé de soutenir le processus de préparation des plans d'action nationaux.

C'est en effet la réalité du terrain qui prime en fin de compte. Tant que le risque climatique existera, l'adaptation restera une nécessité, et il nous revient de saisir les opportunités de développement qui se présentent. Le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial sont les seuls fonds établis au titre de la CCNUCC en appui à l'adaptation au changement climatique qui soient opérationnels. Votre soutien a été déterminant, aussi je vous remercie une fois de plus, et vous exhorte à continuer dans ce sens dans les années à venir.